

politique de l'avant-garde ayant pris conscience de la nécessité d'abolir la distinction entre dirigeants et exécutants tend dès le début vers cette abolition en son propre sein. Ceci n'est pas simplement affaire d'améliorations statutaires, mais surtout affaire de développement de la conscience et des capacités de ses militants, par leur éducation théorique et pratique permanente dans cette orientation.

Une telle organisation ne peut se développer qu'en préparant sa rencontre avec le processus de création d'organismes autonomes des masses. Dans ce sens, si l'on peut toujours dire qu'elle représente la direction idéologique et politique de la classe dans les conditions du régime d'exploitation, il faut aussi et surtout dire que c'est une direction qui prépare sa propre suppression, par sa fusion avec les organismes autonomes de la classe, dès que l'entrée de la classe dans son ensemble dans la lutte révolutionnaire fait apparaître sur la scène historique la véritable direction de l'humanité, qui est cet ensemble de la classe prolétarienne elle-même.

Face à la décadence continue et à la barbarie croissante des régimes d'exploitation, une seule force peut se dresser dans le monde actuel, celle de la classe productive, du prolétariat socialiste. S'accroissant constamment par l'industrialisation de l'économie mondiale, toujours plus concentré dans la production, dressé par la misère et l'oppression toujours plus lourdes à la révolte contre les classes dominantes, ayant maintenant la possibilité de faire l'expérience de ses propres « directions », le prolétariat mûrit pour la révolution à travers une série de difficultés et d'obstacles croissants. Mais ces obstacles ne sont pas insurmontables. Toute l'histoire du dernier siècle est là pour prouver que le prolétariat représente, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une classe qui non seulement se révolte contre l'exploitation, mais qui est positivement capable de vaincre les exploiters et d'organiser une société libre et humaine. Sa victoire, et le sort de l'humanité, ne dépendent que de lui-même.

1948

Le but de cet article est de dégager sommairement le sens des événements de l'année écoulée, de situer ces événements dans l'évolution de la situation issue de la deuxième guerre mondiale, de tracer le cadre où se situe l'activité révolutionnaire à notre époque. Logiquement une telle étude devrait présupposer une description du monde contemporain et surtout une analyse approfondie du fonctionnement du système mondial d'exploitation : seuls de tels fondements théoriques peuvent nous permettre de comprendre pourquoi ce système se dirige infailliblement vers la troisième guerre mondiale, pourquoi son mécanisme même ne peut être compris que dans cette « perspective ».

Les prochains numéros de cette revue fourniront des analyses théoriques sur la question. Nous partirons ici des évidences les plus concrètes pour qui ouvre les yeux sur le monde moderne et veut le comprendre du point de vue de la classe exploitée : la division presque « parfaite » du monde entre deux classes exploiteuses, la lutte à mort de chaque système pour l'hégémonie mondiale, pour la destruction de l'autre et l'annexion de son prolétariat et de ses moyens de production. Dès le « jour V », le nouveau monde s'avérait inviable sinon comme une immense machine à préparer la guerre ; mais à la différence de la période 1918-1939, le conflit ne germe pas dans une nouvelle évolution économique pacifique dont il serait la conséquence : par-dessus la coupure radicale du monde en deux, par-dessus tous les « rideaux de fer », l'antagonisme guerrier entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. est la façon dont se manifeste l'unité de l'économie mondiale.

La troisième guerre mondiale qui déjà se concrétise en de nombreux conflits partiels ou larvés, est, l'élément où se ment le système mondial d'exploitation, la dernière « justification » de l'esclavage imposé au prolétariat, la principale cause de l'augmentation des forces productives dans le capitalisme décadent.

Il nous faut d'abord situer l'année écoulée dans le rythme

une révolution du monde vers la guerre ouverte. 1948 est une division artificielle du temps historique; en réalité, on doit distinguer deux périodes depuis 1945, le tournant, d'ailleurs relatif, s'opérant dans la première moitié de 1947.

La période qui suivit immédiatement la guerre fut caractérisée par un équilibre instable de la situation mondiale, par un statu-quo relatif entre les deux blocs. Sur les points où des hostilités avaient commencé, en Chine et en Grèce, les adversaires s'efforçaient de ne pas étendre le conflit, agissant à demi clandestinement, par personnes interposées. C'est que la situation issue de la guerre imposait un certain répit aux forces en présence, un minimum de réorganisation économique et de réorientation politique. L'U.R.S.S. devait reconstruire, au moins sommairement, son économie, absorber le plus rapidement possible l'important morceau des pays de l'Europe orientale. De leur côté, les U.S.A. devaient faire face à leurs nouvelles « responsabilités » de maîtres du monde occidental, trouver au moins un palliatif temporaire à la dislocation de l'économie, abandonner rapidement des restes de l'utopie rooseveltienne ou de l'idéologie isolationniste en matière de politique étrangère. De plus, il existait entre les deux l'apparence d'un no-man's-land; en Europe occidentale comme dans le Moyen-Orient, on pouvait croire à la possibilité d'une pénétration pacifique ne mettant pas en danger le statu-quo mondial.

Les agents principaux qui maintinrent ce statu-quo furent les différents partis staliniens. Leur collaboration avec la bourgeoisie répondait à des objectifs multiples; d'une part, éviter tout heurt prématuré avec l'Amérique pendant la pénible digestion de l'Europe orientale par la Russie d'autre part comprimer tout sursaut révolutionnaire de la part du prolétariat. Mais il faut surtout souligner que cette politique ne consistait nullement à faire le travail de la bourgeoisie ou à capituler devant elle: aussi bien par le dynamisme propre de la lutte entre la bureaucratie et la bourgeoisie que de façon délibérée, les Partis staliniens poursuivaient méthodiquement pendant cette période leur pénétration dans l'appareil politico-économique des pays d'Europe occidentale. La politique du « produire d'abord » les différentes concessions apparentes à la bourgeoisie, l'idéologie en partie petite-bourgeoise des partis communistes pendant cette période ne sont qu'un aspect d'une politique dont la ligne générale était de pousser le plus loin possible la colonisation de l'économie et l'infiltration dans les secteurs dominants de l'appareil d'état.

Si l'on cherche maintenant les raisons du revirement politique des partis communistes au cours de l'année 1947, il devient clair que la réaction du prolétariat, coincé entre la politique des staliniens et la situation économique de plus en plus intolérable créée par la bourgeoisie, a simplement accéléré le processus sans en altérer le sens. Ce n'est qu'apparemment que l'Europe occidentale pouvait être prise pour un no-man's-land; la politique de type « tchécoslovaque » devait fatalement s'y heurter à une opposition vigoureuse de la bourgeoisie, et à l'intervention directe des U.S.A. De toute

façon, il devait devenir de plus en plus intolérable pour l'Amérique de voir les staliniens au gouvernement dans des pays d'importance stratégique aussi grande. En France la réaction de de Gaulle refusant aux staliniens l'un des trois « ministères-clés », avait été prophétique pour l'attitude postérieure de la bourgeoisie. Dès le premier trimestre 1947, il devient incontestable pour les deux adversaires qu'aucun compromis n'est viable à l'échelle mondiale. Entre les deux blocs en lutte, il n'est pas question de partage du monde en zones d'influence: en Chine comme en France, au Moyen-Orient, en Allemagne ou en Grèce, l'année 1948 montrera combien est minime la marge de discussion possible. Dans cette guerre froide on assiste à des défaites ou à des abandons partiels, commandés par la stratégie d'ensemble; un nouveau cloisonnement des luttes et l'extinction de foyers locaux d'incendie sont même probables, mais un arrangement pour des décades, un nouveau « Versailles », est irrémédiablement exclu.

En 1947, la rupture du monde en deux apparaît définitivement en clair: en mars, c'est le « discours Truman » sur la nouvelle politique extérieure américaine; en avril 1947, à Moscou, la conférence des Quatre Ministres des Affaires étrangères échoue sur le problème allemand, révélant pour la première fois au monde le caractère absolument insoluble de ce conflit; en juin les zones d'occupation anglaise et américaine sont fondues dans la bizonie et le Conseil économique allemand embryon de gouvernement de la zone occidentale est créé: les anglo-américains entérinent ainsi la division définitive de l'Allemagne. Puis c'est le discours Marshall et ses propositions d'aide économique à l'Europe, le refus inévitable de l'U.R.S.S. de se soumettre à un droit de regard sur son économie et à une intégration même très incomplète dans le monde et le marché capitaliste. Ce même refus est dicté aux pays satellites dangereusement tentés d'accepter l'offre américaine: cette attitude radicale envers les pays du bloc russe accentuera les conflits politiques et économiques dans leur zone, et rendra nécessaire en contrecoup une accélération dans le rythme de l'assimilation et de la vassalisation complète de ces pays à l'U.R.S.S. Enfin en octobre, c'est la création du Kominform, déclaration ouverte de la guerre froide contre « l'impérialisme américain ». La « doctrine Truman » signifiait l'intervention américaine partout où il y avait danger que le stalinisme prit pied par ses armées ou par le moyen des partis communistes. Le Kominform à son tour proclamait l'opposition de deux politiques dans le monde « à une extrémité la politique de l'U.R.S.S. et des pays démocratiques qui cherche à briser l'impérialisme et à consolider la démocratie, à l'autre extrémité la politique des U.S.A. et de la Grande-Bretagne qui cherche à renforcer l'impérialisme et à étrangler la démocratie »; il appelait à l'union de toutes les forces « anti-impérialistes », à la lutte contre l'intervention américaine et le Plan Marshall: la mystification « démocratique » couvrait ainsi les appétits du capitalisme occidental et de la bureaucratie, et leur lutte à mort pour l'exploitation du monde.

Pendant la même période s'accomplissait, avec un peu plus plus d'hésitations et de heurts, le tournant dans la politique des partis communistes. Il est maintenant clair que ce raidissement des staliniens à travers le monde a signifié un simple alignement sur les nouveaux rapports entre les deux blocs. Il serait complètement faux d'assimiler cette nouvelle politique à certaines périodes à jamais révolues où le stalinisme a pu prendre une attitude sectaire et « gauchiste ». Entre la « troisième période » de la politique stalinienne (de 1928 à 1934) et la ligne actuelle, il n'y a guère en commun que l'aspect « radical » et violent; le radicalisme de la troisième période, et son sectarisme, était la politique intérieure d'une nouvelle bureaucratie naissante, cherchant à se frayer sa voie en exterminant par tous les moyens la vieille bureaucratie réformiste, au risque de se faire écraser elle-même par le capitalisme; le nouveau radicalisme stalinien est avant tout une attitude de guerre étrangère, où les différents P.C. et les différentes bureaucraties nationales sont des unités qu'on est prêt à sacrifier si l'enjeu en vaut la peine. Mais il faut noter aussi que l'aspect violent de cette nouvelle politique, travestie par une phraséologie révolutionnariste, a permis de ralentir dans une certaine mesure la désaffection du prolétariat envers les P.C., amorcée pendant la période précédente. Dans les cadres de leur stratégie d'ensemble toutes les possibilités sont utilisées par les staliniens pour ne pas perdre sans profit leur emprise sur la classe ouvrière.

Sur tous les points de conflit, l'année 1948 a vérifié la perspective tracée par Truman et par le Kominform, confirmé l'impossibilité de cohabitation pacifique des deux impérialismes. Le premier événement politique d'importance fut la mise au pas définitive de la Tchécoslovaquie en février 1948. En l'espace de moins d'une semaine les derniers éléments organisés de la bourgeoisie étaient liquidés, le pouvoir de la bureaucratie sur l'économie définitivement installé, la dictature imposée à la classe ouvrière devenait ouverte et sans limites. Du point de vue du conflit mondial, la Tchécoslovaquie occupait une position stratégique limite entre les deux blocs. Sans avoir été occupée par l'Armée rouge, elle avait évolué progressivement vers l'orbite soviétique depuis la guerre : la politique de la Tchécoslovaquie et partiellement ses échanges commerciaux avaient changé d'orientation. D'autre part, la politique pseudo-réformiste des staliniens avait porté ses fruits : les postes-clés de l'économie se trouvaient entre leurs mains, l'appareil répressif d'état, armée et police, était fortement noyauté. Sous les apparences d'un régime bourgeois le capitalisme bureaucratique avait déjà des assises solides, impossibles à ébranler par les seules forces d'une classe bourgeoise très affaiblie par la guerre et dépossédée de la plus grande partie de son pouvoir économique par les nationalisations.

La nouvelle politique américaine, l'offensive Truman-Marshall pouvait donner à la bourgeoisie tchécoslovaque une illusion sur sa force réelle et la possibilité d'un tardif revirement vers l'occident; mais en fait l'« offensive » bour-

geoise qui déclencha la crise, fut seulement le dernier soubresaut d'une classe liquidée dans la réalité sociale; les partis bourgeois ne constituaient plus qu'une survivance par rapport à l'état de l'économie, ce qui explique leur balayage rapide et sans retour. Du point de vue des U.S.A., la partie était perdue et abandonnée depuis longtemps : la politique Truman ne pouvait compter stopper une situation incomparablement plus avancée que celle de l'Europe occidentale. La bataille était perdue d'avance, et le « repli stratégique » était malgré tout possible.

La conférence du Danube en août est un autre exemple de bataille perdue d'avance par les U.S.A., et où la défense diplomatique fut engagée sans espoir, pour le seul but propagandiste de démontrer l'intraitabilité de l'ennemi. Par contre les hostilités politiques et militaires qui se sont poursuivies en Extrême-Orient affectent un caractère stratégique de première importance. Dans l'ensemble ces opérations en 1948 furent marquées par une série de victoires soviétiques. En Corée soviétique, trois années d'occupation russe ont suffi pour transformer ce pays en « démocratie populaire » du type le plus brillant. Solidement appuyés sur la bureaucratie locale qu'ils y ont créée, les russes ont pu passer à l'offensive idéologique, annonçant en septembre le retrait de leurs troupes d'occupation. Les américains dans leur zone sont désormais devant le dilemme de retirer également leurs troupes, livrant vraisemblablement la Corée du Sud au régime stalinien fortement organisé, ou d'endosser ouvertement la position de puissance impérialiste et colonialiste, d'obstacle à l'unité et à l'indépendance de la Corée : la supériorité politique du capitalisme bureaucratique réside surtout dans ses larges possibilités de se lier et de susciter des couches autochtones auxquelles il confie l'exploitation et la surveillance policière des prolétariats locaux.

Le capitalisme américain n'a pas encore de telles possibilités : son lourd déboire avec la Chine nationaliste le prouve. Dès août 1947, les hostilités en Chine prenaient un nouveau tour. Les communistes ajoutaient aux guérillas des armées fortement organisées; équipées par le butin japonais que leur abandonnaient les russes et par les armes américaines prises aux nationalistes, elles prenaient des villes importantes en Mandchourie, et passaient à l'attaque en Chine du Nord. Au fur et à mesure de leur avance elles réalisaient la « réforme agraire » dont un des buts principaux est de s'attacher les populations paysannes tout en créant les embryons d'une classe dirigeante-organisatrice à la campagne. Au cours de 1948, c'était l'investissement méthodique des positions de Tchang-Kai-Tchek, aboutissant en novembre à la prise de Siou-Tchéou et à la débâcle de fin d'année, cuisante défaite pour l'impérialisme américain. En décembre, l'envoi de matériel industriel à la Chine était suspendu, et les U.S.A. se refusant à l'immense effort nécessaire pour des chances minimales de redresser la situation, considéraient la partie comme perdue.

Les raisons de cette défaite en face du dynamisme militaire et social du camp communiste sont à chercher d'abord

dans l'inconsistance du régime de Tchang-Kai-Tchek, dans son manque d'une assise sociale solide. Devant une robuste bureaucratie naissante, le capitalisme américain ne pouvait résister qu'en prenant l'affaire en mains personnellement. Si considérable qu'ait été l'effort d'équipement et d'organisation militaire américain en Chine, il ne devint systématique que tardivement. Aussi bien pour des raisons diplomatiques que de politique intérieure, le State-Département se refusa à l'intervention totale qui était nécessaire à la fin, gaspillant ainsi toute l'« aide » déjà accordée. L'abandon de l'immense potentiel humain et naturel chinois au bloc russe est une lourde défaite pour la bourgeoisie américaine, car le potentiel de guerre russe risque d'être formidablement accru par une industrialisation, même partielle, de la Chine sous la direction de la bureaucratie chinoise.

Un important bastion stratégique américain en Extrême-Orient est le Japon, et la défaite chinoise est rendue plus supportable dans la mesure où l'année 1948 a signifié des progrès considérables dans l'organisation de ce point d'appui. Dès mars 1948, à la suite de rapports d'envoyés spéciaux du Gouvernement américain, la politique de désarmement économique du Japon, déjà partiellement adoucie, était complètement abandonnée. Il fallait au contraire rendre le Japon économiquement viable; au lieu d'exiger le paiement des réparations, Hoffmann préconisait une aide financière à l'industrie nipponne. Il s'agissait de remédier à la désorganisation de la production, tombée à 40 % de son niveau des années 1930-1934, et aussi de lutter autant que possible contre les succès grandissants de la propagande stalinienne en « améliorant » quelque peu le niveau de « vie » du prolétariat japonais. Hoffmann et Mac Arthur ne furent pas suivis par le Congrès américain en ce qui concerne un Plan Marshall asiatique; du moins les investissements et les prêts privés furent-ils encouragés. Au cours de l'année, Mac Arthur poursuivait sa politique relativement autonome d'avant-garde: s'il faisait condamner dans un but de propagande quelques « criminels de guerre »; il s'alliait d'autre part ouvertement avec la famille capitaliste la plus importante, les Zaibatsu, et freinait le plan de décartellisation qui fut enfin abandonné officiellement le 9 décembre. Sur le plan militaire, comme en témoignent les nombreux entretiens entre l'état-major américain et les milieux militaires japonais, une remise sur pied des forces armées japonaises s'amorçait.

Mentionnons avant de quitter ce théâtre d'opérations la poursuite ou l'éclatement des guerres nationales en Indochine, Indonésie, Birmanie et Malaisie, où les partis staliens jouent un rôle important et par endroits dominant; l'évolution de la situation en Chine peut contribuer à renforcer beaucoup ces mouvements, de façon très dangereuse pour les positions américaines.

Au total, en Extrême-Orient, l'organisation américaine, pour intense qu'elle soit, s'opère sur une ligne de repli, tracée par les victoires considérables du stalinisme; le centre essentiel du conflit pour les Américains reste l'Europe, où leur liberté de manœuvre et d'abandon est infiniment moins

grande. Il est probable qu'en 1949, le poids de la diplomatie américaine se transportera encore davantage en occident, et que son jeu y sera encore plus serré.

C'est sur le terrain de l'Allemagne que la situation apparaissait le plus désespérément bloquée. L'échec de la conférence de Londres en décembre 1947, montrait qu'il ne pouvait y avoir accord sur aucun point. Le problème de l'unité devenait un simple slogan de propagande tandis que les deux adversaires organisaient leur zone comme si la division devait être définitive jusqu'à la guerre. Pour la zone occidentale, la conférence de Londres en mars-avril, puis les conversations de Londres en mai, mettaient sur pied le plan de statut politique valable pour les trois zones occidentales. Sur le plan économique la réforme monétaire qui tentait d'assainir la situation inflationniste prenait l'isolement de la zone orientale comme postulat de base. En octobre commençait l'intégration économique de la zone française à la bizone.

Le problème de l'industrie allemande soulevait quelques difficultés supplémentaires: les U.S.A. ont la vue claire qu'il n'y a plus pour eux de danger militariste allemand, puisqu'ils ont la base économique de l'impérialisme allemand solidement en mains. Au contraire, l'industrie allemande est une pièce essentielle de leurs plans économiques pour l'Europe; s'ils veulent obtenir pour le Plan Marshall le minimum de résultats, il leur faut intégrer l'Allemagne dans le Comité de coopération économique, mettre fin au non-sens des démantèlements, limiter le plus possible la détrustification, mettre sur pieds une organisation centralisée forte de l'économie, un gouverneman central prépondérant et entre leurs mains. Devant ces exigences réelles d'une politique d'hégémonie mondiale, les récriminations des différents partis français sur le « danger allemand », reflets des intérêts particuliers de la bourgeoisie française ou exploitation démagogique de l'idéologie nationale par le P.C. n'avaient aucune chance d'être sérieusement prises en considération par les U.S.A. L'ordonnance 75 du Gouvernement militaire américain plaça le Gouvernement français devant un fait accompli, et fut modifié seulement de façon minime par les conversations des « Six » en décembre. L'important dans cette ordonnance est surtout la remise de la gestion des usines allemandes entre les mains d'un Comité de gestion choisi par le Gouvernement militaire, ce qui permet de remplacer officiellement à la tête de l'industrie les « compétences » qui ont fait leurs preuves sous le nazisme. Ce Comité a carte blanche pour accomplir une mission d'apparence contradictoire: liquider les « combinats » du fer, de l'acier et du charbon et planifier l'économie pour la rendre efficiente; il est visible que la première clause est une concession verbale à l'idéologie antinazie; concrètement elle aura pour résultat de permettre un démembrement facilitant la trustification plus rationnelle prévue d'autre part. Quant au problème de la propriété, il a été réglé provisoirement pour permettre à nouveau les investissements de capitaux américains.

Si l'économie de la zone occidentale apparaît comme

une annexe de l'économie américaine, en zone soviétique, l'évolution symétrique est depuis longtemps achevée. Mais tandis que la main-mise américaine est liée au Plan Marshall et aux soucis stratégiques et politiques qui y président, l'emprise soviétique sur l'économie allemande a pour résultat une exploitation directe et un pillage forcené. Les besoins en « capitaux » de l'économie soviétique sont tels que la Russie tend désespérément vers l'annexion de la zone occidentale. Dès 1947, au contraire, les « occidentaux » considéraient que l'annexion de la zone russe n'augmenterait pas le pouvoir économique total de l'Allemagne, après plus de deux années d'exploitation soviétique. On conçoit que les deux points de vue sur l'unité soient dans les faits radicalement opposés : pour les Américains l'unité signifie de toutes façons peu de profit économique, et de fortes chances de voir l'Allemagne rapidement « stalinisée ». Pour la Russie, elle entraînerait très probablement un fort appoint à son économie altérée de « capitaux ». La lutte stalinienne pour l'unité allemande, sous son aspect démagogique, recouvre la nécessité économique qui pousse l'U.R.S.S. au conflit dans tous les domaines. Cette lutte fut menée en 1948 sur deux plans : sur le plan intérieur, par des campagnes de propagande, des pétitions pour l'unité où les staliniens se faisaient valoir comme les seuls champions de l'Allemagne. Ces campagnes aboutissaient à la réunion d'un « Congrès du peuple » et d'un « presidium », sorte de gouvernement fantoche prêt à assurer la direction de la future Allemagne unifiée. En même temps, les staliniens organisaient une police extrêmement puissante, destinée à tenir le pays, tout en permettant une offensive politique de grande envergure : la proposition du retrait de toutes les troupes d'occupation. Sur le plan des rapports internationaux, la question berlinoise, comme les Russes l'on dit eux-mêmes, est (une manœuvre) inséparable de l'ensemble du problème allemand. Le blocus de Berlin fut la riposte aux mesures prises unilatéralement dans la zone occidentale, une mesure de pression destinée à empêcher que le problème de « l'unité » fût définitivement enterré. Même prise isolément, la question du blocus est devenue insoluble : la levée du blocus suppose l'introduction de la monnaie soviétique dans l'ensemble de la ville, et celle-ci un contrôle quadri-parti et partant un droit de regard occidental sur l'économie de la zone soviétique que la Russie ne peut tolérer ; le torpillage par Sokolovski de l'accord établi en août sur cette base en est la preuve. A plus forte raison toutes les conversations sur l'ensemble du problème allemand devaient échouer. Au point où en est la situation, étant donné le prestige qui s'attache désormais pour les U.S.A. à tenir Berlin, la porte n'est plus ouverte qu'à une désastreuse capitulation américaine sur le problème précis de la capitale, ou à la rigueur à un maintien indéfini du pont aérien : de toutes façons le traité de paix avec (ou plutôt sur) l'Allemagne ne risque pas d'être signé.

Aucune partie de l'Europe n'est plus épargnée par le conflit des deux impérialismes : les élections italiennes ont été un événement de caractère international où les idéologies

de l'Est et de l'Ouest se sont affrontées sans fard : le choix offert au peuple italien était : ou le Plan Marshall ou le rattachement aux démocraties populaires. En Grèce le « Plan Marshall » fut moins heureux qu'en Italie ; l'armée stalinienne, sans cesse sur le point d'être écrasée, renaît, toujours plus nombreuse, sur un autre point du territoire. Mais il n'y a pas de perspective que les U.S.A. se découragent et abandonnent sans lutte aux staliniens cette importante position de leur système stratégique.

Toutes ces luttes territoriales, toutes ces guerres localisées revêtent un caractère aussi acharné parce qu'elles sont des préparations du conflit généralisé qui est en vue. Il est question pour chacun à la fois de s'assurer des bases stratégiques, et d'annexer la plus grande partie possible des ressources en matières premières et de l'appareil de production mondial à son propre système économique. D'autre part à l'intérieur de chaque bloc, la préparation au conflit se poursuit sur tous les plans :

Aux Etats-Unis, la « reconversion » partielle de l'industrie n'a nullement entraîné un retour pur et simple à l'état relativement anarchique d'avant la guerre ; l'immense effort de planification nécessité par le dernier conflit n'a pas été sans lendemain. A l'heure actuelle l'état capitaliste américain opère un contrôle très serré de toutes les ressources intéressant la défense nationale, c'est-à-dire, pratiquement de tout l'appareil de production : le « national security resources board » est un véritable comité de planification de guerre, qui tient un bilan strict des ressources industrielles, prépare une nouvelle reconversion rapide en cas de guerre ; en 1948, on a assisté sous sa direction à des « grandes manœuvres » économiques, sur le « thème » de cette reconversion, ainsi qu'à la constitution de stocks considérables des différentes matières premières insuffisamment abondantes sur le territoire américain : le capitalisme américain, déjà très avancé dans la voie de la planification étatique est capable de prendre, pour ses intérêts historiques, des mesures aussi absurdes pour le capitalisme classique qu'une telle immobilisation improductive de capitaux.

Sur le terrain international, le Plan Marshall est une apparente « absurdité » du même genre ; cette « générosité » est un simple sacrifice du capitalisme, à ses intérêts bien compris. Son but « théorique » assurer la restauration du capitalisme européen, serait une pure utopie : une telle stabilisation, le renversement de la balance des échanges de l'Europe, « prévu » pour 1952 par le Comité européen de coopération économique, ne seraient possibles que sur la base de prestations de plusieurs dizaines de milliards de dollars que l'impérialisme américain ne peut ni ne veut faire à l'Europe. Son but réel est double : d'une part le Plan Marshall commence l'intégration politique et économique de l'Europe au capital et à l'état américain. Mais une telle réduction des économies européennes au rang d'économies dépendantes des U.S.A. se heurte aux résistances certaines des pays les moins affaiblis : l'Angleterre par sa politique autarcique ou par sa politique impériale (ainsi son action en Palestine), la

France en Allemagne, la Hollande en Indonésie. n'ont pas encore abandonné toute velléité d'indépendance; leur intégration totale demanderait sans doute une période plus longue que celle qui est allouée par la perspective de la guerre; il est certain que seule la prochaine guerre pourrait parachever cette tâche, tandis que l'objectif essentiel du Plan Marshall est un objectif politico-stratégique plus immédiat : permettre aux bourgeoisies européennes de résister victorieusement à la poussée de la Russie et à l'action des partisans staliniens, en leur insufflant périodiquement une certaine quantité d'oxygène : l'action de l'aide Marshall sur les élections italiennes en est le type le plus caractéristique.

Il faut reconnaître que le Plan Marshall, avec ses perspectives réelles limitées, n'est qu'un des atouts de la politique américaine : la préparation militaire directe dépasse en envergure cette tentative de « limiter les dégâts » en Europe : les crédits militaires américains pour 1949 dépassent à eux seuls l'ensemble des crédits Marshall pour les cinq années.

Aux U.S.A. les effectifs étaient augmentés et Marshall proposait l'établissement de la conscription, en Angleterre la démobilisation était ralentie. L'année 1948 marquait un pas décisif vers l'unité de la politique guerrière du bloc occidental : en mars, tandis que le continent américain à Bogota s'unissait plus étroitement contre le « communisme », c'était à Bruxelles la conférence des 5 et l'alliance occidentale; en mai, un Comité militaire permanent était créé, les différentes tâches militaires réparties entre les alliés. Une coordination dans la fabrication des armements s'amorçait, les types d'armement tendaient vers l'unité. A la fin de l'année, les conversations pour l'unification explicite avec la machine de guerre américaine étaient engagées. Du reste on n'avait pas attendu le vote du « pacte atlantique » et du nouveau « prêt-bail » pour envoyer des armements aux troupes occidentales. Un accord d'importance, l'unification des filetages entre les industries américaine et anglaise, est une mesure de guerre qui ne passe pas par les Parlements mais va plus loin que les pactes formels d'assistance mutuelle.

Du côté russe, la préparation de la guerre se poursuivait aussi activement. Des pactes d'alliance étaient conclus entre les différents pays; encore davantage que pour le bloc occidental, ces traités ne faisaient que traduire l'effort d'unification réelle en vue de la guerre. Cependant cette unification se heurtait à de grandes difficultés : dans ce bloc de pays pauvres, l'effort économique rapide et outrancier pour l'accroissement du potentiel militaire, contredit le rythme de l'accumulation nécessaire à l'industrialisation des pays satellites; la bureaucratie locale de ces pays se trouve devant la nécessité de créer et de consolider rapidement sa base économique par une puissante industrie : le plan polonais prévoit un taux d'accumulation de 20 % par an; le plan yougoslave, le plus ambitieux, prévoyait plus d'un milliard de dollars d'investissements par an, et un taux de 27 % pour la cinquième année. Pour des pays manquant de capital domestique, coupés pour des raisons politiques et par la pression russe de tout investissement américain, ces prévisions sont

absolument chimériques; la seule issue possible aurait été dans une aide russe, mais la Russie partiellement dévastée par la guerre est incapable de fournir cet effort; au contraire toutes ses relations économiques avec les pays satellites constituent une ponction continuelle de capitaux : pillage ouvert, rattachement direct de secteurs industriels entiers à l'industrie russe, trocs de produits à des taux fictifs désastreux, etc. C'est dans cette contradiction fondamentale qu'il faut chercher les raisons des différentes crises qui ont éclaté dans les pays satellites, et en particulier de l'affaire yougoslave. Pour comprendre la révolte de Tito, il faut d'abord mettre de côté le fatras de scolastique pseudo-marxiste que constituent les accusations du Kominform comme les réponses yougoslaves; il n'y a là qu'un écran de fumée destiné à cacher les véritables problèmes à l'opinion mondiale. C'est encore se laisser prendre à cette mystification que d'attribuer la « déviation titiste » soit à la pression des éléments bourgeois, en réalité complètement éliminé en Yougoslavie, soit à une « pression de la base », du prolétariat ou des paysans pauvres. Il y a aussi peu de sens à parler de « droite » ou de « gauche », à propos du conflit russo-yougoslave qu'à propos d'une lutte entre différentes bourgeoisies nationales, par exemple du différent franco-américain à propos de la Ruhr : la lutte se passe entre deux classes dominantes de même type; il est caractéristique que le conflit ait éclaté avec le pays où la bureaucratie nationale était le plus solidement enracinée et la plus forte. La bureaucratie yougoslave a proliféré pendant la guerre contre l'Allemagne, se créant une solide base sociale dans l'armée des partisans; après la guerre son objectif était de s'implanter également dans l'économie en poussant à fond vers la « collectivisation » à la campagne et vers l'industrialisation. Bien que les informations précises manquent totalement pour reconstituer les différents chaînons du conflit, il est clair qu'il se réduit à une lutte pour partager le produit de l'exploitation intensive des travailleurs yougoslaves.

Il ne saurait être question de minimiser les différents conflits secondaires à l'intérieur de chaque bloc; la préparation à la guerre ne se poursuit pas de façon absolument rectiligne; de plus chaque adversaire tente de profiter des fissures apparaissant dans l'autre bloc pour saboter l'effort de l'ennemi ou s'immiscer dans ses positions. L'Amérique, sans grande illusion d'ailleurs, s'efforce d'exploiter l'affaire Tito. La Russie semble relativement plus heureuse dans ses interventions; la bureaucratie russe ou les partisans staliniens travaillent à s'introduire dans les conflits entre pays capitalistes, que ce soit en Indonésie, en Allemagne ou en Palestine. En Europe occidentale la politique des partisans staliniens a fait sa ligne générale de la « lutte pour l'indépendance nationale », c'est-à-dire contre le Plan Marshall et l'intégration à la politique de guerre des U.S.A. : il est caractéristique que la seule condition mise par le P.C.F. à la conclusion d'alliances électorales soit le refus du Plan Marshall; de même, dans la mesure de leur emprise sur la classe ouvrière, les staliniens utilisent la lutte de classe dans le seul but du

sabotage de l'économie de l'ennemi. Par ces deux exemples s'éclaire ce que nous disions plus haut du « radicalisme » actuel des Partis communistes. Enfin les négociations de paix elles-mêmes, sont utilisées à la préparation idéologique du conflit, dans l'intention de diviser l'opinion publique de l'adversaire : révélations théâtrales de conversations diplomatiques, proposition de Staline à Truman de négocier... sur les bases de Wallace, conférence internationale sur l'information où chacun dénonce les tares de l'autre, propositions démagogiques à l'O.N.U. sur le contrôle atomique ou le désarmement.

Quelles sont aujourd'hui les forces susceptibles d'arrêter la marche du monde vers la guerre ?

Il est visible que les différents conflits secondaires seront emportés par le flot de la grande rivalité mondiale, et aboutiront à des capitulations de part et d'autre ou à l'extermination des récalcitrants. Quant à la contradiction fondamentale de chaque système, due à son caractère de régime d'exploitation, c'est une illusion de croire qu'elle peut parvenir à bloquer la machine de guerre; ainsi le danger de crise de surproduction aux U.S.A. a pour résultat une planification plus poussée, un nouveau New Deal dont les « grands travaux » s'orienteront vers l'accroissement du potentiel de guerre du bloc américain.

Les contradictions du système d'exploitation ne sont un facteur de progrès historique que dans la mesure où elles sont mises à profit par la classe dominée pour renverser l'exploitation. Pour terminer, il faut donc faire le point de l'état du prolétariat à la fin de l'année écoulée.

Aux Etats-Unis, cette année n'a pas marqué d'étape nouvelle dans l'évolution de la lutte de classes. L'existence de la loi Taft-Hartley contre les syndicats n'a pas enrayé la combativité de la classe ouvrière qui s'est affirmée par d'importants mouvements de grève; au moment où la grève des mineurs français mettait en danger l'efficacité des plans américains pour le soutien du capitalisme européen, les dockers américains de leur côté poursuivaient une longue grève qui avait des conséquences analogues. Un tel exemple montre la valeur des discours sur l'adhésion du prolétariat américain au florissant système capitaliste qui l'exploite. Le poids de la lutte de classes s'exprimait encore, bien que de façon extrêmement déformée, dans les élections présidentielles : l'élection de Truman, due en grande partie à l'appoint des suffrages ouvriers, traduisait la volonté du prolétariat de faire abolir la législation anti-ouvrière, ainsi que son hostilité à une politique de guerre plus franchement exprimée par les républicains. Evidemment la classe ouvrière n'a pas abandonné toute confiance dans la « démocratie » capitaliste, et se laisse abuser par l'espoir de réformes possibles dans ce système. Sans considérer les origines historiques d'une telle « conscience réformiste », on peut voir que les deux facteurs qui freinent l'évolution du prolétariat américain vers une attitude révolutionnaire sont d'une part la situation privilégiée du capitalisme américain dans l'éco-

nomie mondiale, qui a jusqu'à maintenant empêché une attaque à fond contre le niveau de vie de la classe ouvrière, d'autre part le poids immense de la bureaucratie syndicale; ce deuxième facteur est de loin le plus important : l'appareil syndical américain n'a qu'une analogie superficielle avec une bureaucratie réformiste de type classique; sa fonction essentielle est l'organisation de la force de travail, son embrigadement et son intégration à l'appareil de production capitaliste; cette fonction est profondément identique à celle des syndicats dans l'économie capitaliste d'état russe, mais le syndicalisme américain, comme l'économie américaine elle-même, ont encore une importante évolution à parcourir pour que cette identité apparaisse en clair. La future crise de surproduction et la concentration économique étatique accrue qu'elle provoquera, enfin la troisième guerre mondiale achèveront la transformation des syndicats américains en rouages de la machine d'exploitation capitaliste; à travers ces conditions objectives, le prolétariat américain pourra faire l'expérience du rôle de sa bureaucratie, et, sans passer par une étape stalinienne, parvenir à une conscience claire de sa mission révolutionnaire; mais cette évolution, si elle peut s'effectuer rapidement, est à peine amorcée aujourd'hui, et se poursuivra parallèlement à l'évolution objective vers la guerre à laquelle elle est indissolublement liée.

En Europe occidentale, le prolétariat se trouve depuis la « libération » exploité comme il ne l'avait pas été de longtemps; la décrépitude absolue du capitalisme et surtout sa faiblesse disproportionnée en face de l'économie américaine a été la cause de la baisse constante du niveau de vie de la classe ouvrière, qui ne nourrit plus guère d'illusions sur les possibilités d'améliorer son sort en régime capitaliste; mais en Europe comme dans le monde entier, le problème préliminaire à une lutte révolutionnaire est l'émancipation au moins partielle par rapport à la bureaucratie ouvrière; ici, c'est le rapport à la bureaucratie de type stalinien qui est le facteur déterminant. Dans le pays le plus caractéristique, en France on peut évaluer assez exactement le stade où se trouve actuellement la conscience prolétarienne. La période qui s'étend depuis la « libération » jusqu'en avril 1947 avait débuté par une emprise profonde du stalinisme sur la classe, par la confiance que celle-ci accordait à la « tactique géniale » des chefs staliniens; mais cette tactique, l'infiltration méthodique dans l'état et l'économie était celle où la bureaucratie devait le plus clairement apparaître avec son vrai visage, comme candidat à la succession de la bourgeoisie en tant que classe exploitante, et déjà comme son remplaçant partiel; de là le mouvement grandissant de désaffection vis-à-vis du P.C. et de la C.G.T. à la fin de cette période, de là les mouvements de grève qui, d'avril à juillet, s'effectuèrent contre la politique ouverte ou au moins l'opposition larvée des directions staliniennes. Cependant, durant la période qui va d'avril aux grèves de novembre-décembre 1947, le P.C. s'adaptait au tournant général dont nous avons analysé les raisons internationales, et sa nouvelle attitude

d'apparence radicale devait compliquer considérablement la prise de conscience de la classe depuis la fin de 1947, sans cependant l'arrêter : du double caractère de la politique stalinienne, politique d'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie, et politique étroitement liée aux intérêts internationaux de la classe bureaucratique, c'est la deuxième face qui est claire maintenant pour un nombre croissant d'ouvriers.

Depuis les grèves de novembre-décembre 1947, le mouvement ouvrier français semble être entré dans une période de morcellement et de profond découragement; la scission syndicale, issue de ces grèves ne faisait que consacrer l'emprise du conflit mondial à l'intérieur même de la classe ouvrière. Une partie importante des ouvriers restaient staliens convaincus et le P.C.F. utilisait son emprise sur certains secteurs pour mener son sabotage de l'économie capitaliste au profit du bloc russe : tel fut un des aspects essentiels de la grève des mineurs. Mais dans la majorité du prolétariat existe maintenant la conscience diffuse que la violence de la politique stalinienne n'a rien à voir avec les intérêts de la classe et une politique révolutionnaire, cette conscience liée à l'expérience de l'inutilité d'une politique purement revendicative pour améliorer durablement leur sort, enfin l'inexistence d'expériences concrètes où la lutte de la classe ait pu se dégager du poids bureaucratique, sont les causes du profond désarroi de la classe à l'heure actuelle. Un grand nombre d'ouvriers suit encore les centrales syndicales mais sans confiance; le recul des ouvriers devant tout ce qui est organisé, syndicats, partis et devant la « politique », est un signe caractéristique de la période actuelle; pour négatif que soit ce facteur, il indique un commencement de conscience instinctive de l'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie. Une série d'éléments avancés sont poussés à la réflexion par les événements actuels, et par la politique des partis ouvriers traditionnels; cette très faible avant-garde acquiert la conscience claire que l'U.R.S.S. n'est en définitive qu'un autre système d'exploitation et que la lutte contre la bureaucratie « ouvrière » est aussi importante que la lutte contre la bourgeoisie. Mais dans sa grande majorité la classe ouvrière reste aujourd'hui fascinée par les aspects négatifs de sa situation; elle se rend compte que non seulement elle ne peut pas entrer en lutte contre ses directions syndicales et politiques, mais même qu'elle ne peut pas lutter indépendamment de ces directions et sans faire appel à elles, où en tout cas sans être « coiffé » par elles. Le prolétariat n'a encore pas fait un pas dans la voie de son organisation révolutionnaire autonome.

De son côté, la Tchécoslovaquie a fourni en 1948 un exemple différent de l'évolution politique du prolétariat. A la veille des événements de février, la classe ouvrière suivait passivement sa direction stalinienne; pendant le coup d'état, solidement encadrée dans le P.C. et les syndicats, elle jouait docilement le rôle de masse de manœuvre dans l'élimination finale de la bourgeoisie par la bureaucratie. Dès le lendemain du putsch, il n'était plus question que de rendement

accru, de rattraper les heures perdues en « révolution », de discipline « prolétarienne », de travail supplémentaire « volontaire » etc.; l'exploitation du prolétariat par sa bureaucratie, encore masquée avant février par l'alibi de la présence de la bourgeoisie, se dévoilait brusquement; les quelques informations dont on dispose permettent de supposer que la classe ouvrière n'a plus guère d'illusions sur les bienfaits du soi-disant « socialisme » construit avec sa sueur et son sang pour le seul profit des bureaucrates.

Mais en Tchécoslovaquie comme dans tout le bloc russe, la situation du prolétariat est extrêmement contradictoire : l'établissement du capitalisme d'état par la bureaucratie « ouvrière » ne laisse plus place à une confiance de la classe envers ceux qui les exploitent ouvertement, ni envers toute nouvelle forme de bureaucratie qui prétendrait accomplir la tâche révolutionnaire du prolétariat à sa place; mais d'autre part le poids économique, politique, policier du système est si lourd qu'aucune expression organisée de cette révolte sourde n'apparaît.

Ainsi l'ensemble du prolétariat mondial ne saurait renverser par la révolution le cours du monde vers la guerre. Une partie n'est encore qu'au début de son évolution vers une nette conscience du problème bureaucratique; l'autre, renfermant un potentiel révolutionnaire considérable, ne peut actuellement espérer briser l'étreinte du régime établi par la bureaucratie. Mais la marche du monde vers le conflit, en accusant les traits les plus réactionnaires des deux sociétés, permet objectivement aux masses d'en prendre conscience; c'est dans ce cours vers la guerre, c'est dans la guerre elle-même que se dessinera clairement dans les faits objectifs la seule alternative pour le prolétariat : non pas le choix entre l'exploitation par les capitalistes américains ou par les bureaucrates russes, car ces deux exploitations apparaîtront comme historiquement et immédiatement équivalentes, mais l'alternative entre l'exploitation avec les formes ouvertement barbares qu'elle prendra, et le propre pouvoir de la classe opprimée.

MARC FOUCAULT.